

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La reprise devient plus équilibrée, les conditions financières porteuses, les dépenses publiques, le raffermissement de la confiance et la hausse des revenus soutenant la demande intérieure en 2014 et en 2015. La solidité de la demande intérieure contrebalance les vents contraires que fait souffler le fléchissement à court terme des marchés extérieurs sur les exportations tchèques. Lorsque celles-ci se redresseront également, le volant de ressources inemployées dans l'économie diminuera, ce qui portera l'inflation à 2 % à l'horizon 2016.

Empêcher la déflation est aujourd'hui la priorité de la politique monétaire, mais d'ici 2016, il faudra sans doute la recentrer sur la prévention d'une montée de l'inflation. Il faudra alors laisser le taux de change flotter librement et relever de nouveau le taux directeur. Pour obtenir une reprise plus durable, les autorités devraient continuer de prendre des mesures visant à renforcer la concurrence.

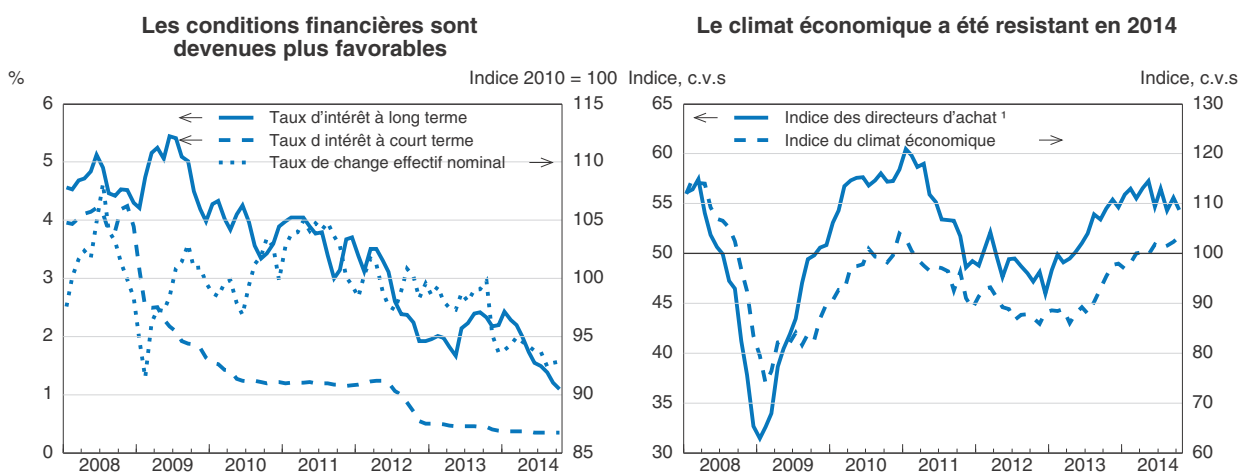
La reprise est enfin là

La confiance des consommateurs oscille autour d'un niveau relativement élevé depuis la mi-2014, ce qui, conjugué à la poursuite de la croissance des revenus, a soutenu la demande privée. Parallèlement, les exportations ont subi des vents contraires liés à la faiblesse de la demande extérieure, et ce malgré la dépréciation du taux de change observée depuis la fin de 2013. Le taux de chômage est resté néanmoins aux alentours de 6 ¼ pour cent et l'inflation s'est éloignée de zéro, atténuant les craintes de déflation qui dominaient la conduite de la politique monétaire.

Les politiques monétaire et budgétaire soutiennent la croissance

Les conditions financières sont propices à la croissance. Les taux d'intérêt à court terme demeurent proches de zéro et les taux à long terme sont à leur plus bas niveau depuis dix ans. Afin de réduire le risque de déflation, la Banque nationale tchèque (CNB, Česká Národní Banka) a décidé en juillet 2014 de maintenir au moins jusqu'au début de 2016 le

République tchèque



1. Dans le secteur manufacturier.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96 ; Markit ; et Eurostat.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933172553>

République tchèque : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	4 019.7	-0.7	-0.7	2.4	2.3	2.7
Consommation privée	1 982.8	-1.7	0.4	1.5	1.9	2.3
Consommation publique	792.2	-1.0	2.3	1.6	2.1	1.7
Formation brute de capital fixe	1 067.4	-2.8	-4.4	4.5	4.0	3.4
Demande intérieure finale	3 842.4	-1.9	-0.6	2.3	2.5	2.5
Variation des stocks ¹	19.5	-0.2	-0.2	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	3 861.8	-2.1	-0.8	2.5	2.5	2.5
Exportations de biens et services	2 875.3	4.3	0.3	8.3	4.8	6.3
Importations de biens et services	2 717.4	2.6	0.3	8.9	5.2	6.3
Exportations nettes ¹	157.9	1.3	0.0	0.0	0.0	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.4	1.7	2.6	1.9	1.8
Indice des prix à la consommation	–	3.3	1.4	0.3	1.1	1.8
Déflateur de la consommation privée	–	2.5	1.0	0.4	1.1	1.8
Taux de chômage	–	7.0	6.9	6.3	6.2	6.0
Solde des administrations publiques ²	–	-4.0	-1.3	-1.4	-2.1	-1.5
Dette brute des administrations publiques ³	–	53.0	53.1	51.9	52.4	52.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	–	45.5	45.7	44.5	45.0	44.8
Balance des opérations courantes ²	–	-1.6	-1.4	-0.1	0.1	0.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

3. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173164>

taux de change plancher actuel. En termes effectifs, la couronne a continué de se déprécier. Toutefois, compte tenu de la montée des tensions inflationnistes, la banque centrale entend laisser le taux de change flotter librement et faire de nouveau des taux directeurs son principal instrument. La politique budgétaire aura une orientation légèrement expansionniste appropriée en 2015, avant de devenir légèrement restrictive.

L'inflation devrait continuer d'augmenter sur fond de redressement de la croissance du PIB

Des conditions intérieures porteuses devraient soutenir la reprise et amener l'inflation vers l'objectif de 2 %. À court terme, la croissance sera étayée par les dépenses publiques, notamment dans des projets d'infrastructure financés par les Fonds structurels de l'UE. D'ici 2016, une reprise de l'investissement privé devrait être bien engagée. Tout au long de la période considérée, la croissance de la consommation s'appuiera sur une augmentation plus rapide du revenu des ménages, portée par un renforcement de l'emploi et une progression plus vigoureuse des salaires.

L'investissement public pourrait accélérer le processus de convergence

Pour que l'économie puisse bénéficier pleinement de l'impulsion donnée aux investissements publics grâce aux ressources des Fonds structurels de l'UE, il faudra s'attacher davantage à l'efficacité et à

l'efficacité des dépenses. Parmi les priorités annoncées en matière de dépenses figurent les infrastructures, l'innovation et le développement régional, mais les objectifs de dépenses ont été manqués de manière répétée ces dernières années. Une utilisation efficiente de ces ressources pourrait renforcer la croissance de la productivité et accélérer le processus de convergence des revenus.

Les principaux risques sont globalement équilibrés

Les risques sont globalement équilibrés. La confiance du secteur privé pourrait être entamée par de nouvelles évolutions défavorables en Russie et en Ukraine. La possibilité que le taux d'absorption des fonds de l'UE soit de nouveau faible constitue un autre risque à la baisse. Par ailleurs, une croissance économique plus modérée que prévu en Allemagne nuirait à la participation de la République tchèque aux chaînes de valeur mondiales et, de manière plus générale, un fléchissement inattendu de l'activité dans la zone euro porterait un coup aux exportations. S'agissant des risques à la hausse, le raffermissement de la confiance pourrait entraîner un redressement plus rapide que prévu de la demande privée.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « République Tchèque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-11-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.